

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 13. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 13. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2017/32192]

25 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal précisant l'obligation de notification préalable du document d'informations clés à l'Autorité des services et marchés financiers et portant des dispositions diverses

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté soumis à Votre signature a pour objet de donner exécution à l'article 37sexies, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

L'article 37sexies, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 prévoit l'obligation, dans le cas où un PRIIP est commercialisé en Belgique, de notifier préalablement le document d'informations clés à la FSMA.

La possibilité de prévoir une notification préalable est inscrite à l'article 5, paragraphe 2, du Règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement emballés de détail et fondés sur l'assurance ("Règlement PRIIPs"). Ce Règlement impose à l'initiateur d'un produit d'investissement emballé de détail et fondé sur l'assurance ("PRIIP") l'obligation de rédiger et de publier un document d'informations clés avant de mettre ce produit à la disposition des clients de détail.

Dans ce cadre, il convient néanmoins de relever que l'article 37sexies, § 2, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002 énumère les cas dans lesquels l'obligation de notification préalable à la FSMA n'est pas d'application. Ainsi, par exemple, une notification préalable à la FSMA n'est pas requise pour les instruments dérivés qui sont admis à la négociation sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation, ni pour les instruments dérivés qui ne sont pas admis à la négociation sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation mais sont commercialisés en Belgique en dehors du cadre d'une offre publique (article 37sexies, § 2, alinéa 2, 1° et 2°, de la loi du 2 août 2002).

L'article 37sexies, § 2, alinéa 1^{er}, précité dispose en outre que le Roi peut, sur avis de la FSMA, prévoir des règles visant à préciser sur qui repose l'obligation de notification, notamment lorsque l'obligation de notifier le document d'informations clés est susceptible de reposer sur plusieurs personnes, ainsi que le délai et les modalités selon lesquelles cette notification doit être réalisée. Le Roi peut notamment prévoir un délai spécifique pour les PRIIPs dont la commercialisation en Belgique est en cours à la date à laquelle l'obligation de notification entre en vigueur.

Cet arrêté vise par ailleurs à modifier l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie ("AR vie") et l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail ("AR transversal"), afin de les mettre en conformité avec les dispositions du Règlement PRIIPs et les dispositions de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances ("directive 2016/97").

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2017/32192]

25 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot verduidelijking van de verplichting tot voorafgaande verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de Autoriteit voor financiële diensten en markten en houdende diverse bepalingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel om artikel 37sexies, § 2, eerste lid van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten uit te voeren.

Artikel 37sexies, paragraaf 2, eerste lid van de wet van 2 augustus 2002 voorziet in de voorafgaande verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA indien een PRIIP wordt verhandeld in België.

De mogelijkheid om voorafgaande verstrekking te voorzien is opgenomen in artikel 5.2 van de verordening 1286/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 november 2014 over essentiële-informatiedocumenten voor verpakte retailbeleggingsproducten en verzekeringsgebaseerde beleggingsproducten (PRIIP's) ("PRIIP's-verordening"). Deze verordening legt de verplichting op aan de ontwikkelaar om een essentiële-informatiedocument op te stellen en bekend te maken vooraleer een verpakt retail- of verzekeringsgebaseerd beleggingsproduct ("PRIIP") aan niet-professionele cliënten wordt ter beschikking gesteld.

In dit kader kan er trouwens aan herinnerd worden dat artikel 37sexies, § 2, tweede lid van de wet van 2 augustus 2002 de gevallen opsomt waarin de voorafgaande verstrekking aan de FSMA niet van toepassing is. Zo is bijvoorbeeld geen voorafgaande verstrekking aan de FSMA vereist voor derivaten die toegelaten zijn tot de verhandeling op een gereguleerde markt of een multilaterale handelsfaciliteit, noch voor derivaten die niet zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt of een multilaterale handelsfaciliteit maar in België worden verhandeld buiten het kader van een openbaar aanbod (artikel 37sexies, § 2, tweede lid, 1° en 2° van de wet van 2 augustus 2002).

Artikel 37sexies, § 2, eerste lid bepaalt verder dat de Koning, op advies van de FSMA, regels kan vaststellen die ertoe strekken om te verduidelijken wie verplicht is om tot die verstrekking over te gaan, met name wanneer de verplichting om het essentiële-informatiedocument te verstrekken op verschillende personen kan rusten, alsook binnen welke termijn en volgens welke modaliteiten dat dient te gebeuren. De Koning kan in het bijzonder een specifieke termijn voorzien voor PRIIP's waarvan de verhandeling in België lappende is op de datum waarop de verstrekkingplicht in werking treedt.

Verder worden via dit besluit het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit ("KB leven") en het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten ("transversaal KB") gewijzigd om deze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de PRIIP's-verordening en de bepalingen van de Richtlijn 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie (hierna "Richtlijn 2016/97").

C'est la raison pour laquelle le préambule cite, entre autres, les articles 30bis et 64, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002. Le Conseil d'Etat a formulé une observation sur le renvoi fait à l'article 30bis de la loi du 2 août 2002, estimant que ce renvoi devrait être omis. L'on rappelle à cet égard que l'AR transversal a été promulgué sur la base notamment de l'article 30bis de la loi du 2 août 2002, lu conjointement avec l'article 64, alinéa 3, de la même loi. Ces dispositions habilent le Roi à arrêter des règles favorisant la transparence des produits financiers qui sont commercialisés auprès des clients de détail.

1. Précision de l'obligation de notification préalable du document d'informations clés à la FSMA (chapitre 1^{er})

Le présent arrêté confirme tout d'abord, conformément à l'article 37sexies, § 2, de la loi du 2 août 2002, que l'initiateur du PRIIP qui assure lui-même la commercialisation du PRIIP en Belgique, doit également assurer la notification du document d'informations clés à la FSMA.

Si l'initiateur du PRIIP fait appel à d'autres personnes pour la commercialisation du PRIIP en Belgique, il doit également assurer lui-même la notification du document d'informations clés à la FSMA. Tel peut être le cas, par exemple, d'une entreprise d'assurances belge qui a élaboré un PRIIP et fait appel pour sa commercialisation en Belgique à un réseau d'intermédiaires d'assurances, ou encore d'un établissement de crédit étranger qui a élaboré un instrument de placement structuré et fait appel pour sa commercialisation en Belgique à un établissement de crédit belge qui, à son tour, fait appel à un réseau d'agents bancaires. Dans ces cas, l'obligation de notification à la FSMA repose, respectivement, sur l'entreprise d'assurances belge et sur l'établissement de crédit étranger ayant élaboré le PRIIP.

Le fait que l'initiateur du PRIIP doive assurer lui-même la notification du document d'informations clés à la FSMA n'empêche évidemment pas qu'il fasse appel à un tiers pour procéder effectivement à cette notification, étant entendu que ce tiers agira sous sa responsabilité.

Dans le cas d'une personne qui commercialise un PRIIP en Belgique, sans que l'initiateur du PRIIP fasse appel à elle, et qui soit assure elle-même la vente à des clients de détail, soit fait à cette fin appel à d'autres personnes, l'obligation de notification à la FSMA repose sur ladite personne. Citons, à titre d'exemple, le cas d'un courtier qui propose un PRIIP à un client de détail, sans que l'entreprise d'assurances ayant élaboré le PRIIP fasse appel à lui, et qui est rémunéré uniquement par le client. Ou encore le cas d'un établissement de crédit qui a acquis un paquet d'instruments de placement structurés – qu'il n'a pas élaborés lui-même – et qui les offre publiquement en vente. Si plusieurs circuits de commercialisation, pour un PRIIP déterminé, sont actifs indépendamment l'un de l'autre, ce qui signifie qu'un de ces circuits au moins n'est pas un circuit mis en place par l'initiateur du PRIIP, le document d'informations clés devra en principe être notifié à la FSMA pour chaque circuit séparément par la personne qui est le mandant final de chaque circuit, à moins qu'il soit possible d'invoquer un motif d'exception prévu à l'article 37sexies, § 2, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002.

Il est important de noter que l'obligation de notification à la FSMA s'applique uniquement s'il est question d'une commercialisation en Belgique. L'article 5, paragraphe 2, du Règlement PRIIPs dispose que tout Etat membre peut exiger que l'initiateur du PRIIP ou la personne qui vend un PRIIP notifie préalablement le document d'informations clés à l'autorité compétente pour les PRIIPs commercialisés dans cet Etat membre. Précisons encore à cet égard que la simple fourniture de conseils sur un PRIIP par une personne autre que l'initiateur du PRIIP, sans que cette personne propose le contrat PRIIP ou conclue celui-ci avec le client de détail, n'entraîne pas l'obligation de notification à la FSMA. L'article 5, paragraphe 2, du Règlement PRIIPs prévoit en effet que l'obligation de notification ne peut être imposée qu'à l'initiateur du PRIIP ou au vendeur du PRIIP.

L'obligation de notification à la FSMA vaut aussi bien pour le document d'informations clés initial que pour sa (ses) version(s) revue(s). Dans les deux cas, la notification à la FSMA doit s'effectuer avant que le document soit fourni à un client de détail dans le cadre de la commercialisation en Belgique. Il semble prudent de procéder à cette notification à la FSMA dès qu'a été prise en interne la décision de pénétrer le marché belge et qu'a été rédigé à cet effet le document d'informations clés. Si la commercialisation en Belgique donne lieu à une publication distincte du document d'informations clés sur le site web de l'initiateur du PRIIP, il semble en tout cas prudent de procéder à la notification à la FSMA préalablement à cette publication.

Om die reden worden in de aanhef onder andere de artikelen 30bis en 64, lid 3, van de wet van 2 augustus 2002 vermeld. De Raad van State heeft een opmerking gemaakt over de verwijzing naar artikel 30bis van de wet van 2 augustus 2002; de Raad is van mening dat deze verwijzing zou moeten geschrapt worden. We kunnen wat dit betreft eraan herinneren dat het transversaal KB onder andere is uitgevaardigd op basis van artikel 30bis van de wet van 2 augustus 2002, samen gelezen met artikel 64, lid 3, van de wet van 2 augustus 2002. Deze bepalingen laten de Koning toe om regels te nemen die de transparantie bevorderen van de financiële producten die aan niet-professionele cliënten worden gecommuniceerd.

1. Verduidelijking van de verplichting tot voorafgaande verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA (hoofdstuk 1)

In dit besluit wordt vooreerst, in lijn met artikel 37sexies, § 2, van de wet van 2 augustus 2002, bevestigd dat de PRIIP-ontwikkelaar die zelf instaat voor de verhandeling van het PRIIP in België, ook moet instaan voor de verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA.

Indien de PRIIP-ontwikkelaar voor de verhandeling in België een beroep doet op andere personen, dient hij ook zelf in te staan voor de verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA. Dit kan bijvoorbeeld het geval zijn voor een Belgische verzekeringsonderneming die een PRIIP heeft ontwikkeld en die voor de verhandeling ervan in België een beroep doet op een netwerk van verzekeringstussenpersonen, of nog een buitenlandse kredietinstelling die een gestructureerd beleggingsinstrument heeft ontwikkeld en voor de verhandeling ervan in België een beroep doet op een Belgische kredietinstelling, die op haar beurt opnieuw een beroep doet op een netwerk van bankagenten. In deze gevallen rust de verplichting tot verstrekking aan de FSMA op de Belgische verzekeringsonderneming respectievelijk de buitenlandse kredietinstelling die het PRIIP heeft ontwikkeld.

Het feit dat de PRIIP-ontwikkelaar zelf moet instaan voor de verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA, verhindert vanzelfsprekend niet dat hij voor de effectieve uitvoering daarvan, onder zijn verantwoordelijkheid welteverstaan, een beroep kan doen op een derde.

Betreft het een persoon die een PRIIP verhandelt in België, zonder dat op die persoon een beroep wordt gedaan door de PRIIP-ontwikkelaar, en die hetzij zelf instaat voor de verkoop aan niet-professionele cliënten, hetzij daarvoor een beroep doet op andere personen, dan rust de verstrekkingplicht aan de FSMA op de eerstgenoemde persoon. Dit kan bijvoorbeeld een makelaar zijn die een PRIIP voorstelt aan een niet-professionele cliënt zonder dat op hem een beroep wordt gedaan door de verzekeringsonderneming die het PRIIP heeft ontwikkeld en die enkel vergoed wordt door de klant. Of nog een kredietinstelling die een pakket gestructureerde beleggingsinstrumenten - die ze niet zelf heeft ontwikkeld - heeft verworven en openbaar te koop aanbiedt. Indien er meerdere verhandelingscircuits voor een bepaalde PRIIP onafhankelijk van elkaar actief zijn, wat betekent dat minstens één circuit actief is dat niet is geïnitieerd door de PRIIP-ontwikkelaar, zal voor elk circuit afzonderlijk in beginsel het essentiële-informatiedocument aan de FSMA moeten verstrekt worden door de persoon die de eindopdrachtgever is van elk circuit, tenzij indien men zich kan beroepen op een uitzonderingsgrond die is voorzien in artikel 37sexies, § 2, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002.

Van belang is dat de verstrekkingplicht aan de FSMA enkel geldt indien er sprake is van verhandeling in België. Artikel 5.2 van de PRIIP's-verordening bepaalt dat elke lidstaat van de PRIIP-ontwikkelaar of van de persoon die een PRIIP verkoopt kan vereisen dat deze het essentiële-informatiedocument vooraf verstrekt aan de autoriteit die bevoegd is voor de PRIIP's die in die lidstaat verhandeld worden. Hierbij kan nog verduidelijkt worden dat het louter verstrekken van advies door een andere persoon dan de PRIIP-ontwikkelaar met betrekking tot een PRIIP, zonder tevens de PRIIP-overeenkomst aan te bieden of af te sluiten met de niet-professionele cliënt, geen aanleiding geeft tot de verstrekkingplicht aan de FSMA. Artikel 5.2 van de PRIIP's-verordening voorziet immers dat de verstrekkingplicht enkel kan opgelegd worden aan de PRIIP-ontwikkelaar of de verkoper van het PRIIP.

De verstrekkingplicht aan de FSMA geldt zowel voor het oorspronkelijke essentiële-informatiedocument als voor de herziene versie(s). In beide gevallen dient de verstrekking aan de FSMA plaats te vinden vooraleer het document wordt verstrekt aan een niet-professionele cliënt in het kader van de verhandeling in België. Het lijkt voorzichtig om deze verstrekking aan de FSMA te verrichten zodra intern de beslissing is genomen om de Belgische markt te betreden en zodra daartoe het essentiële-informatiedocument is opgesteld. Geeft de verhandeling in België aanleiding tot een onderscheiden bekendmaking van het essentiële-informatiedocument op de website van de PRIIP-ontwikkelaar, dan lijkt het in elk geval voorzichtig om de verstrekking aan de FSMA te verrichten voorafgaand aan die bekendmaking.

Dans le cas également où la commercialisation en Belgique est opérée par une personne à laquelle l'initiateur du PRIIP ne fait pas appel et où cette personne assure elle-même la vente ou fait à cette fin appel à des tiers, la notification à la FSMA doit être effectuée avant que le document d'informations clés soit fourni à un client de détail.

L'article 3, alinéa 2, du présent arrêté prévoit que si la commercialisation en Belgique intervient dans le cadre d'une offre publique d'instruments de placement effectuée sur le territoire belge, le document d'informations clés doit être notifié à la FSMA au plus tard 5 jours ouvrables avant l'ouverture de l'offre publique ou, s'il est antérieur, au plus tard au moment où la publicité est soumise à l'approbation de la FSMA. Ce délai doit permettre à la FSMA de vérifier, dans le cadre de son contrôle a priori de la publicité, la cohérence entre celle-ci et le document d'informations clés. Si le document d'informations clés fait encore l'objet d'adaptations après sa notification à la FSMA et avant l'ouverture de l'offre publique en Belgique, la version adaptée du document d'informations clés doit être notifiée à la FSMA conformément à la règle générale énoncée à l'article 3, alinéa 1^{er}. Tel peut notamment être le cas si le document d'informations clés notifié à la FSMA en application de l'article 3, alinéa 2, a été établi sur la base de conditions de prix qui étaient indicatives mais représentatives pour l'instrument de placement à ce moment-là et qui sont actualisées peu avant l'ouverture de l'offre publique, ou encore si une modification intervient dans les conditions de marché entre le moment de la notification à la FSMA opérée en application de l'article 3, alinéa 2, et l'ouverture de l'offre publique et que cette modification a des répercussions sur le contenu du document d'informations clés. Il y a lieu de préciser que cette disposition ne porte pas atteinte à l'application des articles 58 et 60 de la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés.

L'arrêté ne précise pas la langue dans laquelle le document d'informations clés doit être rédigé ou traduit. Le régime linguistique applicable au document d'informations clés figure à l'article 7 du Règlement PRIIPs. L'arrêté indique uniquement quelle version linguistique du document d'informations clés doit être notifiée à la FSMA. Ces règles sont énoncées à l'article 4. Pour le reste, la FSMA pourra toujours faire usage de ses compétences de contrôle générales pour demander le document d'informations clés dans une autre version linguistique.

2. Dispositions modificatives et abrogatoires (chapitre 2)

Le présent arrêté vise en outre à apporter quelques modifications d'ordre technique dans l'AR vie et dans l'AR transversal. Ces modifications sont nécessaires pour assurer la cohérence de ces arrêtés avec le Règlement PRIIPs et la directive 2016/97.

L'AR transversal, qui prévoit l'obligation de fournir une fiche d'information lors de la commercialisation d'un produit financier (titre 2) et qui harmonise les exigences en matière de publicité lors de la commercialisation de produits financiers (titre 3), a été modifié par l'arrêté royal du 2 juin 2015 modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail ("arrêté royal du 2 juin 2015"). L'arrêté royal du 2 juin 2015 a reporté l'entrée en vigueur du titre 2 de l'AR transversal, qui concerne la fiche d'information obligatoire, et de quelques dispositions de son titre 3 portant sur les publicités, parmi lesquelles figurent les dispositions relatives à la fiche d'information volontaire et à l'utilisation du label de risque.

L'entrée en vigueur des dispositions concernées de l'AR transversal a été reportée afin d'éviter que ces dispositions n'interfèrent avec celles du Règlement PRIIPs et celles de la directive 2016/97 et d'éviter que des établissements financiers n'aient à modifier ultérieurement leurs fiches d'information pour les mettre en conformité avec les exigences européennes, ce qui pourrait créer une confusion dans le chef des clients de détail (rapport au Roi, M.B., 10 juin 2015, p. 33925). L'impact précis tant du Règlement PRIIPs que de la directive 2016/97 ne pouvait pas encore être estimé à l'époque, étant donné que les mesures d'exécution du Règlement PRIIPs n'avaient pas encore été arrêtées et que le texte de la directive 2016/97 n'était pas encore définitif.

Ook indien de verhandeling in België wordt verricht door een persoon op wie de PRIIP-ontwikkelaar geen beroep doet en deze persoon zelf instaat voor de verkoop dan wel daarvoor een beroep doet op derden, dient de verstrekking aan de FSMA verricht te worden vooraleer het essentiële-informatiedocument aan een niet-professionele cliënt wordt verstrekt.

Geschiedt de verhandeling in België in het kader van een openbaar aanbod van beleggingsinstrumenten in België, dan is in het tweede lid van artikel 3 bepaald dat het essentiële-informatiedocument ten laatste 5 werkdagen voor de start van het openbaar aanbod moet verstrekt worden aan de FSMA of, indien dit eerder plaatsvindt, ten laatste op het ogenblik van de overmaking van reclame aan de FSMA ter goedkeuring. Dit moet de FSMA toelaten om, in het kader van het a priori toezicht op de reclame, de coherentie van de reclame met het essentiële-informatiedocument na te gaan. Indien het essentiële-informatiedocument na deze verstrekking aan de FSMA en voor de start van het openbaar aanbod in België nog wordt aangepast, dan wordt het aangepaste essentiële-informatiedocument aan de FSMA verstrekt overeenkomstig de algemene regel opgenomen in het eerste lid van artikel 3. Dit kan met name het geval zijn indien het aan de FSMA in toepassing van het tweede lid van artikel 3 verstrekte essentiële-informatiedocument is opgesteld op basis van voor het beleggingsinstrument op dat ogenblik indicatieve maar representatieve prijsvoorwaarden, die worden geactualiseerd kort voor de aanvang van het openbaar aanbod, of nog indien er een wijziging in marktomstandigheden plaatsvindt tussen het ogenblik van verstrekking aan de FSMA in toepassing van artikel 3, tweede lid, en de aanvang van het openbaar aanbod, die een impact heeft op de inhoud van het essentiële-informatiedocument. Overigens doet deze bepaling geen afbreuk aan de toepassing van de artikelen 58 en 60 van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een geregelende markt.

In dit besluit wordt niet bepaald in welke taal het essentiële-informatiedocument moet worden opgesteld of vertaald. De taalregeling van het essentiële-informatiedocument wordt geregeld door artikel 7 van de PRIIP's-verordening. In het besluit wordt enkel vastgesteld welke taalversie van het essentiële-informatiedocument moet worden verstrekt aan de FSMA. Deze regeling is opgenomen in artikel 4 van het besluit. Verder kan de FSMA steeds, op basis van haar algemene toezichtsbevoegdheden, het essentiële-informatiedocument in een andere taalversie opvragen.

2. Wijzigings- en opheffingsbepalingen (hoofdstuk 2)

Daarnaast worden via dit besluit enkele technische aanpassingen doorgevoerd in het KB leven en het transversaal KB. Deze wijzigingen zijn nodig om de coherentie te verzekeren van deze besluiten met de PRIIP's-verordening en de Richtlijn 2016/97.

Het transversaal KB, dat voorziet in de verplichting om bij de commercialisering van een financieel product een informatiefiche te verstrekken (titel 2) en dat de reclamevereisten bij de commercialisering van financiële producten harmoniseert (titel 3), is gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten ("koninklijk besluit van 2 juni 2015"). Bij het koninklijk besluit van 2 juni 2015 is de inwerkingtreding uitgesteld van titel 2 van het transversaal KB betreffende de verplichte informatiefiche en van enkele bepalingen van titel 3 betreffende de reclame, waaronder de bepalingen inzake de vrijwillige informatiefiche en het gebruik van het risicolabel.

De inwerkingtreding van de betrokken bepalingen van het transversaal KB is toen uitgesteld om te vermijden dat de bepalingen zouden interfereren met bepalingen van de PRIIP's-verordening en de Richtlijn 2016/97 en om te voorkomen dat financiële instellingen hun informatiefiches later zouden moeten aanpassen om ze in overeenstemming te brengen met de Europese vereisten, met mogelijk verwarring in hoofde van de niet-professionele cliënten tot gevolg (Verslag aan de Koning, B.S., 10 juni 2015, p. 33925). De precieze impact van zowel de PRIIP's-verordening als de Richtlijn 2016/97 kon toen nog niet ingeschat worden, aangezien de uitvoeringsmaatregelen van de PRIIP's-verordening nog niet waren vastgesteld en Richtlijn 2016/97 nog niet definitief was.

Dans l'intervalle, les mesures d'exécution du Règlement PRIIPs ont été définitivement arrêtées par le Règlement délégué (UE) 2017/653 de la Commission du 8 mars 2017 (JO, 12 avril 2017), la directive 2017/96 a été finalisée (JO, 2 février 2016) et l'on a une vision claire de la mise en œuvre de l'obligation d'établir le document d'information sur le produit d'assurance en application de l'article 20, paragraphe 5, de la directive 2016/97 (l'EIOPA a soumis, le 7 février 2017, un projet de normes techniques d'exécution à la Commission européenne (1)). L'obligation d'établir une fiche d'information, telle que prévue par l'AR transversal est, pour ce qui est des PRIIPs et des assurances non-vie visées à l'article 20, paragraphe 5, de la directive 2016/97, difficilement conciliable avec les obligations européennes. Le document d'informations clés que le Règlement PRIIPs instaure pour les PRIIPs s'inscrit dans le cadre d'une harmonisation maximale. Quant aux produits d'assurance non-vie pour lesquels un document d'information normalisé sur le produit d'assurance sera obligatoire à partir du 23 février 2018 au plus tard en vertu de l'article 20, paragraphe 5, de la directive 2016/97, leur contenu et leur mode de présentation sont entièrement déterminés au niveau européen. La suppression de l'obligation d'établir une fiche d'information, telle que prévue par l'AR transversal, ainsi que des annexes A et B, est dès lors nécessaire.

L'abrogation du titre 2 de l'AR transversal a également pour conséquence que quelques dispositions du titre 3 concernant les publicités doivent être abrogées ou adaptées, comme tel est le cas du régime prévu à l'article 10 pour la fiche d'information volontaire et du régime prévu à l'article 26 concernant l'approbation préalable de la publicité pour un produit d'assurance. Le présent arrêté opère en outre, dans le titre 3 de l'AR transversal, quelques adaptations visant principalement à assurer la cohérence entre les obligations prévues en matière de publicité par le titre 3 de l'AR transversal et les obligations instaurées par le Règlement PRIIPs, notamment sur le plan de l'indicateur de risque et des scénarios de performances. Dans le même contexte, une adaptation technique de l'AR vie s'impose.

Les obligations relatives à l'information sur les frais dans la publicité s'appliquent bien entendu sans préjudice des obligations à respecter, en termes notamment de transparence, en vertu des règles de conduite applicables. En ce qui concerne les frais, l'on peut encore relever que, contrairement au texte qu'elle modifie, la disposition proposée ne fait plus mention explicite d'une présentation agrégée. Cette adaptation vise uniquement à éviter des incohérences éventuelles avec la réglementation européenne susceptible de s'appliquer lors de la vente du produit ou de la fourniture du service.

3. Entrée en vigueur

Il était initialement prévu que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du chapitre 4 de la loi du 18 avril 2017 portant dispositions diverses en matière d'économie. Ce chapitre entre en vigueur à la date à partir de laquelle le Règlement PRIIPs sera applicable, autrement dit à partir du 1^{er} janvier 2018 (article 115 de la loi du 18 avril 2017 précitée). La date à partir de laquelle le Règlement PRIIPs sera applicable, initialement fixée au 1^{er} janvier 2017, a été reportée d'un an par le Règlement (UE) 2016/2340 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant le Règlement (UE) n° 1286/2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance en ce qui concerne sa date de mise en application.

Pour donner suite à l'observation émise à ce sujet par le Conseil d'Etat, la date du 1^{er} janvier 2018 est, dans un souci de clarté, mentionnée explicitement comme date d'entrée en vigueur.

Les dispositions relatives au renvoi fait dans les publicités au document d'information normalisé sur le produit d'assurance entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur des dispositions visant à transposer l'article 20, paragraphe 5, de la directive 2016/97. Cette directive doit être transposée en droit belge pour le 23 février 2018 au plus tard.

Le Conseil d'Etat a fait observer que, dans un même souci de clarté, il serait préférable que la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives au renvoi fait dans les publicités au document d'information normalisé soit fixée par arrêté ministériel. Pour être sûr que ces dispositions entrent en vigueur exactement le même jour que les dispositions visant à transposer l'article 20, paragraphe 5, de la directive 2016/97, l'on a toutefois jugé bon de maintenir l'article 19, alinéa 2, tel quel.

Inmiddels zijn de uitvoeringsmaatregelen van de PRIIP's-verordening definitief vastgesteld bij de gedelegeerde verordening (EU) 2017/653 van de Commissie van 8 maart 2017 (Pb., 12 april 2017), is de Richtlijn 2017/96 gefinaliseerd (Pb., 2 februari 2016) en is er een duidelijk zicht op de uitvoering van de verplichting tot opstelling van het informatiedocument over het verzekeringsproduct in toepassing van artikel 20.5 van de Richtlijn 2016/97 (EIOPA heeft op 7 februari 2017 een ontwerp van technische uitvoeringsnormen overgemaakt aan de Europese Commissie (1)). De verplichting in het transversaal KB tot opstelling van een informatiefiche is, voor wat PRIIP's en schadeverzekeringen geveerd door art. 20.5 van de Richtlijn 2016/97 betreft, moeilijk verenigbaar met de Europese verplichtingen. Het essentiële-informatiedocument voorzien in de PRIIP's-verordening voor PRIIP's betreft een maximale harmonisering. Voor schadeverzekeringsproducten waarvoor een gestandaardiseerd informatiedocument over het verzekeringsproduct vanaf ten laatste 23 februari 2018 verplicht zal zijn op basis van artikel 20.5 van de Richtlijn 2016/97, worden inhoud en voorstellingswijze volledig vastgesteld op Europees niveau. De opheffing van deze verplichting in het transversaal KB tot opstelling van een informatiefiche, inclusief bijlagen A en B, is dan ook nodig.

De opheffing van titel 2 van het transversaal KB heeft tevens tot gevolg dat enkele bepalingen uit titel 3 betreffende de reclame moeten worden opgeheven of aangepast, in het bijzonder de in artikel 10 voorziene regeling voor de vrijwillige informatiefiche en de in artikel 26 voorziene regeling met betrekking tot de voorafgaande goedkeuring van reclame voor een verzekeringsproduct. Verder worden in titel 3 van het transversaal KB enkele aanpassingen doorgevoerd die voornamelijk de coherentie verzekeren tussen de reclameverplichtingen opgenomen in titel 3 van het transversaal KB en de verplichtingen uit de PRIIP's-verordening, in het bijzonder op het vlak van de risico-indicator en de prestatiescenario's. In dezelfde context is een technische aanpassing van het KB leven aangewezen.

De informatieverplichtingen over kosten in de reclame gelden vanzelfsprekend onverminderd verplichtingen onder andere op het vlak van transparantie op basis van de toepasselijke gedragsregels. Voor wat de kosten betreft kan er nog op gewezen worden dat in de voorgestelde bepaling, in vergelijking met de tekst die het voorwerp van wijziging uitmaakt, niet langer expliciet verwezen wordt naar een geaggregeerde voorstelling. Deze aanpassing heeft enkel tot doel om eventuele incoherenties te vermijden met Europese regelgeving die van toepassing kan zijn bij de verkoop van het product of de verlening van de dienst.

3. Inwerkingtreding

Oorspronkelijk was voorzien dat de bepalingen van het besluit in werking treden op de dag waarop hoofdstuk 4 van de wet van 18 april 2017 houdende diverse bepalingen inzake economie in werking treedt. Dit hoofdstuk treedt in werking op de datum waarop de PRIIP's-verordening van toepassing wordt, bepaald op 1 januari 2018 (artikel 115 van voormelde wet van 18 april 2017). De datum waarop de PRIIP's-verordening van toepassing wordt, oorspronkelijk vastgesteld op 1 januari 2017, is uitgesteld met één jaar bij Verordening (EU) 2016/2340 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2016 tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1286/2014 over essentiële-informatiedocumenten voor verpakte retailbeleggingsproducten en verzekering gebaseerde beleggingsproducten wat betreft de datum van toepassing ervan.

Om tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State is, ten behoeve van de duidelijkheid, 1 januari 2018 als datum van inwerkingtreding opgenomen.

De bepalingen betreffende de verwijzing in de reclame naar het gestandaardiseerd informatiedocument over het verzekeringsproduct treden in werking op de dag waarop de bepalingen ter omzetting van artikel 20.5 van de Richtlijn 2016/97 in werking treden. Deze Richtlijn moet omgezet worden in Belgisch recht uiterlijk op 23 februari 2018.

De Raad van State heeft opgemerkt dat, voor de duidelijkheid, de datum van inwerkingtreding van de bepalingen betreffende de verwijzing in de reclame naar het gestandaardiseerd informatiedocument kan vastgesteld worden bij ministerieel besluit. Om er zeker van te zijn dat deze bepalingen in werking treden op exact dezelfde dag als de dag van inwerkingtreding van de bepalingen ter omzetting van artikel 20.5 van de Richtlijn 2016/97, wordt artikel 19, lid 2 behouden.

Enfin, le chapitre 3 de l'arrêté prévoit un régime transitoire concernant l'obligation de notification pour les commercialisations en Belgique qui sont en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté. La notification à la FSMA devra, pour ces opérations, s'effectuer au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté. Cette obligation de notification à la FSMA n'a pas d'impact sur l'obligation de fournir le document d'informations clés au client de détail.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

—
Note

(1)

<https://eiopa.europa.eu/Publications/Technical%20Standards/Draft%20Implementing%20Technical%20Standards%20on%20the%20Insurance%20Product%20Information%20Document.pdf>

AVIS 62.424/2 DU 4 DECEMBRE 2017 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL 'PRÉCISANT L'OBLIGATION DE NOTIFICATION PRÉALABLE DU DOCUMENT D'INFORMATIONS CLÉS A L'AUTORITÉ DES SERVICES ET MARCHÉS FINANCIERS, EN EXECUTION DE L'ARTICLE 37sexies, § 2, ALINEA 1er, DE LA LOI DU 2 AOÛT 2002 RELATIVE A LA SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER ET AUX SERVICES FINANCIERS'

Le 7 novembre 2017, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'précisant l'obligation de notification préalable du document d'informations clés à l'Autorité des services et marchés financiers, en exécution de l'article 37sexies, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 4 décembre 2017.

La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'Etat, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé

Le rapport a été présenté par Jean Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 décembre 2017.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Intitulé

Le projet ne se limite pas à procurer une exécution à l'article 37sexies, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers'.

L'intitulé sera adapté pour mieux refléter l'objet de l'ensemble du projet.

Verder is in hoofdstuk 3 van het besluit voorzien in een overgangsregime op het vlak van de verstrekkingplicht voor verhandelingen in België die lopend zijn op het ogenblik van inwerkingtreding van het besluit. Voor deze verrichtingen wordt voorzien in de verstrekking aan de FSMA ten laatste drie maanden na de inwerkingtreding. Deze verstrekkingplicht aan de FSMA heeft geen impact op de verstrekkingplicht aan de niet-professionele cliënt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

—
Nota

(1)

<https://eiopa.europa.eu/Publications/Technical%20Standards/Draft%20Implementing%20Technical%20Standards%20on%20the%20Insurance%20Product%20Information%20Document.pdf>

ADVIES 62.424/2 VAN 4 DECEMBER 2017 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT VERDUIDELIJKING VAN DE VERPLICHTING TOT VOORAFGAANDE VERSTREKKING VAN HET ESSENTIËLE-INFORMATIEDOCUMENT AAN DE AUTORITEIT VOOR FINANCIËLE DIENSTEN EN MARKTEN, IN UITVOERING VAN ARTIKEL 37sexies, § 2, EERSTE LID VAN DE WET VAN 2 AUGUSTUS 2002 BETREFFENDE HET TOEZICHT OP DE FINANCIËLE SECTOR EN DE FINANCIËLE DIENSTEN'

Op 7 november 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot verduidelijking van de verplichting tot voorafgaande verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, in uitvoering van artikel 37sexies, § 2, eerste lid van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 4 december 2017.

De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean—Luc Paquet, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 december 2017.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Opschrift

Het ontwerp beperkt er zich niet toe uitvoering te verlenen aan artikel 37sexies, § 2, eerste lid, van de wet van 2 augustus 2002 'betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten'.

Het opschrift moet aangepast worden teneinde de strekking van het gehele ontwerp beter weer te geven.

Préambule

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'omettre la mention de l'article 30*bis* de la loi du 2 août 2002, qui ne contient pas d'habilitation au Roi

Dispositif

Article 19

1. Dès lors qu'il résulte de l'article 115 de la loi du 18 avril 2017 'portant dispositions diverses en matière d'économie' que le chapitre 4 de la même loi entre en vigueur « à la date à partir de laquelle le règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance sera applicable », à savoir le 1^{er} janvier 2018, il serait plus clair de rédiger l'alinéa 1^{er} en prévoyant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet à cette dernière date.

2. Dans un même souci de clarté, il serait préférable de rédiger l'alinéa 2 sous la forme d'une habilitation ministérielle à faire entrer en vigueur les articles 9, 2°, et 10, 3°, b), du projet. Ceci permettra au(x) ministre(s) ainsi habilité(s) à fixer une date expresse d'entrée en vigueur de ces dispositions qui correspondra à celle de l'entrée en vigueur des dispositions visant à transposer l'article 20, paragraphe 5, de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 'sur la distribution d'assurances'.

Article 20

Dès lors que le Ministre premièrement cité agit, pour proposer le projet, en sa seule qualité de ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, c'est la seule mention de cette compétence qui doit figurer dans l'exécutoire en ce qui le concerne.

Le greffier,
Ch.-H. Van Hove

Le président,
P. Vandernoot

25 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal précisant l'obligation de notification préalable du document d'informations clés à l'Autorité des services et marchés financiers et portant des dispositions diverses

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, l'article 27, §§ 11 et 12, inséré par l'arrêté royal du 27 avril 2007, l'article 28*ter*, § 4, inséré par la loi du 2 juillet 2010 et remplacé par la loi du 30 juillet 2013, l'article 30*bis*, inséré par la loi du 30 juillet 2013, l'article 37*sexies*, § 2, alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 18 avril 2017, l'article 45, § 2, remplacé par l'arrêté royal du 3 mars 2011 et modifié par la loi du 30 juillet 2013, et l'article 64, alinéa 3 ;

Vu la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés, l'article 57/1, inséré par la loi du 2 juillet 2010 et remplacé par la loi du 17 juillet 2013, et l'article 58, § 4 ;

Vu la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, l'article 64, § 1^{er}, 1°, modifié par la loi du 17 juillet 2013 et par la loi du 19 avril 2014, et l'article 155, § 2 ;

Vu la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, les articles 68, § 2, 116, § 2, 122, § 2, 126, § 3, 133, § 2, 149, 155, 162, 229, 496, § 2, et 499, § 2 ;

Vu la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, l'article 28, l'article 30, § 1^{er}, modifié par la loi du 29 juin 2016, et l'article 38 ;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des

clients de détail ;

Vu l'avis de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), donné le 5 septembre 2017 ;

Vu l'avis de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, donné le 11 septembre 2017 ;

Vu l'avis du Conseil de surveillance de la FSMA, donné le 25 septembre 2017 ;

Aanhef

In het eerste lid dient de vermelding van artikel 30*bis* van de wet van 2 augustus 2002 weggelaten te worden, aangezien dat artikel geen machtiging aan de Koning bevat.

Dispositief

Artikel 19

1. Aangezien uit artikel 115 van de wet van 18 april 2017 'houdende diverse bepalingen inzake economie' voortvloeit dat hoofdstuk 4 van dezelfde wet in werking treedt "op de datum waarop verordening (EU) nr. 1286/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 november 2014 over essentiële-informatiedocumenten voor verpakte retailbeleggingsproducten en verzekeringsgebaseerde beleggingsproducten van toepassing wordt", namelijk op 1 januari 2018, zou het duidelijker zijn om het eerste lid aldus te redigeren dat erin bepaald wordt dat het ontworpen besluit op die laatstvermelde datum in werking treedt.

2. Eveneens ter wille van de duidelijkheid zou het beter zijn dat het tweede lid aldus geredigeerd wordt dat een minister erbij gemachtigd wordt om de artikelen 9, 2°, en 10, 3°, b), van het ontwerp in werking te laten treden. Zo zal(zullen) de aldus gemachtigde minister(s) voor die bepalingen een uitdrukkelijke datum van inwerkingtreding kunnen vaststellen die moet overeenstemmen met de datum van inwerkingtreding van de bepalingen die strekken tot omzetting van artikel 20, lid 5, van richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 'betreffende verzekeringsdistributie'.

Artikel 20

Aangezien de eerstgenoemde minister bij de voordracht van het ontwerp enkel in zijn hoedanigheid van minister van Consumenten handelt, moet in de uitvoeringsbepaling wat hem betreft enkel van die bevoegdheid melding gemaakt worden.

De griffier,
Ch.-H. Van Hove

De voorzitter,
P. Vandernoot

25 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot verduidelijking van de verplichting tot voorafgaande verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten en houdende diverse bepalingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, artikel 27, §§ 11 en 12, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 april 2007, artikel 28*ter*, § 4, ingevoegd bij de wet van 2 juli 2010 en vervangen bij de wet van 30 juli 2013, artikel 30*bis*, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013, artikel 37*sexies*, § 2, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 18 april 2017, artikel 45, § 2, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, en artikel 64, derde lid ;

Gelet op de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een geregelenteerde markt, de artikelen 57/1, ingevoegd bij de wet van 2 juli 2010 en vervangen bij de wet van 17 juli 2013, en 58, § 4 ;

Gelet op de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, artikel 64, § 1, 1°, gewijzigd bij de wet van 17 juli 2013 en bij de wet van 19 april 2014, en artikel 155, § 2 ;

Gelet op de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders, de artikelen 68, § 2, 116, § 2, 122, § 2, 126, § 3, 133, § 2, 149, 155, 162, 229, 496, § 2, 499, § 2 ;

Gelet op de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, de artikelen 28, 30, § 1, gewijzigd bij de wet van 29 juni 2016, en 38 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit ;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij

niet-professionele cliënten ;

Gelet op het advies van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA), gegeven op 5 september 2017 ;

Gelet op het advies van de Controle dienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gegeven op 11 september 2017 ;

Gelet op het advies van de Raad van Toezicht van de FSMA, gegeven op 25 september 2017 ;

Vu l'avis de la Commission des Assurances, donné le 3 octobre 2017 ;

Vu l'avis du Conseil de la consommation, donné le 4 octobre 2017 ;

Vu l'avis de la Banque Nationale de Belgique, donné le 13 octobre 2017 ;

Vu la consultation publique organisée par la FSMA du 17 juillet 2017 au 31 août 2017 ;

Vu l'avis 62.424/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs et du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Précision de l'obligation de notification préalable du document d'informations clés à la FSMA*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1^o "initiateur du PRIIP" : l'initiateur de produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, tel que visé à l'article 4, point 4), du Règlement 1286/2014 ;

2^o "document d'informations clés" : le document d'informations clés tel que visé à l'article 1^{er} du Règlement 1286/2014.

Art. 2. Si l'initiateur du PRIIP assure lui-même la commercialisation du PRIIP en Belgique, il notifie le document d'informations clés à la FSMA.

Si l'initiateur du PRIIP fait appel à une ou plusieurs personnes pour la commercialisation du PRIIP en Belgique, il notifie le document d'informations clés à la FSMA.

Si la commercialisation du PRIIP en Belgique est assurée par une personne à laquelle l'initiateur du PRIIP ne fait pas appel, la personne qui commercialise le PRIIP en Belgique ou fait à cette fin appel à une ou plusieurs autres personnes, notifie le document d'informations clés à la FSMA.

Une personne est réputée faire appel à une autre personne si l'une des circonstances suivantes se présente :

1^o l'autre personne agit, dans le cadre de la commercialisation, au nom et pour le compte de ladite personne ou sous sa responsabilité ; ou

2^o un accord a été conclu par ladite personne avec l'autre personne en vue de la commercialisation du PRIIP concerné en Belgique ; ou

3^o l'autre personne reçoit directement ou indirectement une rémunération ou un avantage de ladite personne à la suite de la commercialisation du PRIIP concerné en Belgique.

Art. 3. La notification du document d'informations clés à la FSMA s'effectue préalablement à la fourniture du document d'informations clés à un client de détail en Belgique.

Si la commercialisation en Belgique va de pair avec une offre publique d'instruments de placement sur le territoire belge au sens des articles 3 et 4 de la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés, le document d'informations clés est notifié à la FSMA au plus tard cinq jours ouvrables avant l'ouverture de l'offre publique ou, s'il est antérieur, au moment où la publicité faite dans le cadre de la commercialisation en Belgique est soumise à l'approbation de la FSMA.

Si, dans le cas visé à l'alinéa 2, le document d'informations clés est adapté après sa notification à la FSMA et avant l'ouverture de l'offre publique, la version adaptée du document d'informations clés est notifiée à la FSMA conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. La notification à la FSMA se fait par voie électronique, selon les modalités que la FSMA détermine et rend publiques sur son site web.

Le document d'informations clés est notifié à la FSMA dans une langue qui peut être utilisée en Belgique conformément à l'article 7 du Règlement 1286/2014.

S'il s'agit d'une offre publique visée à l'article 3, alinéa 2, pour laquelle une publicité est soumise à l'approbation de la FSMA, le document d'informations clés est notifié à la FSMA dans la version linguistique qui correspond à celle de la publicité soumise à l'approbation de la FSMA.

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen, gegeven op 3 oktober 2017;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 4 oktober 2017;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België, gegeven op 13 oktober 2017;

Gelet op de door de FSMA georganiseerde openbare raadpleging die liep van 17 juli 2017 tot 31 augustus 2017;

Gelet op het advies 62.424/2 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten en de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Verduidelijking van de verplichting tot voorafgaande verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1^o "PRIIP-ontwikkelaar": de ontwikkelaar van verpakte retailbeleggingsproducten en verzekeringsgebaseerde beleggingsproducten als bedoeld in artikel 4.4 van de verordening 1286/2014;

2^o "essentiële-informatiedocument": het essentiële-informatiedocument als bedoeld in artikel 1 van de verordening 1286/2014.

Art. 2. Indien de PRIIP-ontwikkelaar zelf instaat voor de verhandeling van het PRIIP in België, verstrekt hij het essentiële-informatiedocument aan de FSMA.

Indien de PRIIP-ontwikkelaar voor de verhandeling van het PRIIP in België een beroep doet op een of meer personen, verstrekt de PRIIP-ontwikkelaar het essentiële-informatiedocument aan de FSMA.

Indien de verhandeling van het PRIIP in België plaatsvindt door een persoon op wie de PRIIP-ontwikkelaar geen beroep doet, dan verstrekt de persoon die het PRIIP in België verhandelt of daarvoor een beroep doet op een of meer andere personen het essentiële-informatiedocument aan de FSMA.

Een persoon wordt geacht een beroep te doen op een andere persoon indien zich een van de volgende omstandigheden voordoet:

1^o de andere persoon handelt voor de verhandeling in naam en voor rekening van de eerstgenoemde persoon dan wel onder zijn verantwoordelijkheid; of

2^o er werd door de eerstgenoemde persoon een overeenkomst gesloten met de andere persoon met het oog op de verhandeling van het betrokken PRIIP in België; of

3^o de andere persoon ontvangt rechtstreeks of onrechtstreeks een vergoeding of voordeel van de eerstgenoemde persoon naar aanleiding van de verhandeling van het betrokken PRIIP in België.

Art. 3. De verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA geschiedt voorafgaand aan de verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan een niet-professionele cliënt in België.

Indien de verhandeling in België gepaard gaat met een openbaar aanbod van beleggingsinstrumenten in België als bedoeld in de artikelen 3 en 4 van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een geregelende markt, wordt het essentiële-informatiedocument ten laatste vijf werkdagen voor de aanvang van het openbaar aanbod aan de FSMA verstrekt of, indien dit eerder plaatsvindt, op het ogenblik van overlegging ter goedkeuring van reclame aan de FSMA in het kader van de verhandeling in België.

Indien, in het geval bedoeld in het tweede lid, het essentiële-informatiedocument na de verstrekking aan de FSMA en voor de aanvang van het openbaar aanbod wordt aangepast, dan wordt het aangepaste essentiële-informatiedocument aan de FSMA verstrekt overeenkomstig het eerste lid.

Art. 4. De verstrekking aan de FSMA geschiedt elektronisch op de wijze vastgesteld door de FSMA en bekendgemaakt op haar website.

Het essentiële-informatiedocument wordt aan de FSMA verstrekt in een taal die in België kan worden gebruikt overeenkomstig artikel 7 van de verordening 1286/2014.

Betreft het een in artikel 3, tweede lid, bedoeld openbaar aanbod waarbij reclame aan de FSMA ter goedkeuring wordt overgelegd, dan wordt de taalversie van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA verstrekt die overeenstemt met de taalversie van de reclame die aan de FSMA ter goedkeuring wordt overgelegd.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives et abrogatoires**Section 1^{re}. — Modifications de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie*

Art. 5. A l'article 72, § 2, de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie, le 13°, remplacé par l'arrêté royal du 25 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

"13° la classe de risque dont le fonds d'investissement relève, telle qu'établie conformément aux dispositions du Règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance".

Section 2. — Modifications de l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail

Art. 6. A l'article 2 de l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail, les modifications suivantes sont apportées :

1° les 6°, 16° et 17° sont abrogés ;

2° un 18/1° et un 18/2°, rédigés comme suit, sont insérés :

"18/1° PRIIP : un produit tel que défini à l'article 4, point 3), du Règlement 1286/2014 ;

18/2° document d'information normalisé sur le produit d'assurance : le document visé à l'article 20, paragraphe 5, de la directive 2016/97 ;"

3° l'article est complété par un 25° et un 26° rédigés comme suit :

"25° le Règlement 1286/2014 : le Règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ;

26° la directive 2016/97 : la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances."

Art. 7. Le titre 2 du même arrêté, comportant les articles 3 à 8, est abrogé.

Art. 8. Dans le titre 3 du même arrêté, le chapitre 2, comportant l'article 10, est abrogé.

Art. 9. A l'article 11, 5°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "la fiche d'information" sont remplacés par les mots "le document d'informations clés" ;

2° les mots ", dans le document d'information normalisé sur le produit d'assurance" sont insérés entre les mots "ou l'épargnant" et les mots "ou dans toute autre information".

Art. 10. A l'article 12, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4°, c), modifié par l'arrêté royal du 2 juin 2015, est abrogé ;

2° le 4°, d), remplacé par l'arrêté royal du 2 juin 2015, est remplacé par ce qui suit :

"d) un relevé de tous les frais et taxes mis à charge du client de détail ;"

3° au 6°, a), modifié par l'arrêté royal du 2 juin 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "à la fiche d'information ou" sont remplacés par les mots "au document d'informations clés," ;

b) les mots "ou au document d'information normalisé sur le produit d'assurance" sont insérés entre les mots "ou l'épargnant" et le mot ", précisant" ;

4° au 6°, c), les mots "y compris l'adresse du site internet visé à l'article 7, § 3," sont supprimés et la disposition est complétée par les mots ", sans préjudice de l'application de l'article 9 du Règlement 1286/2014".

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen**Afdeling 1. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit*

Art. 5. In artikel 72, § 2, van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit, wordt de bepaling onder 13°, vervangen bij koninklijk besluit van 25 april 2014, vervangen als volgt:

"13° de risicoklasse waartoe het beleggingsfonds behoort, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van de Verordening (EU) Nr. 1286/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 november 2014 over essentiële-informatiedocumenten voor verpakte retailbeleggingsproducten en verzekeringsgebaseerde beleggingsproducten (PRIIP's)".

Afdeling 2. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten

Art. 6. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepalingen onder 6°, 16° en 17° worden opgeheven;

2° de bepalingen onder 18/1° en 18/2° worden ingevoegd, luidende:

"18/1° PRIIP : een product zoals gedefinieerd in artikel 4.3 van de verordening 1286/2014;

18/2° gestandaardiseerd informatiedocument over het verzekeringsproduct: het document als bedoeld in artikel 20.5 van de Richtlijn 2016/97;"

3° het artikel wordt aangevuld met bepalingen onder 25° en 26°, luidende:

"25° de verordening 1286/2014 : de verordening (EU) nr. 1286/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 november 2014 over essentiële-informatiedocumenten voor verpakte retailbeleggingsproducten en verzekeringsgebaseerde beleggingsproducten (PRIIP's);

26° de Richtlijn 2016/97: de Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie."

Art. 7. Titel 2 van hetzelfde besluit, die de artikelen 3 tot 8 omvat, wordt opgeheven.

Art. 8. In titel 3 van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk 2, dat artikel 10 omvat, opgeheven.

Art. 9. In artikel 11, 5° van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, worden volgende wijzigingen aangebracht

1° de woorden "de informatiefiche of" worden vervangen door de woorden "het essentiële-informatiedocument,";

2° de woorden "of het gestandaardiseerd informatiedocument over het verzekeringsproduct" worden ingevoegd tussen het woord "spaarder" en de woorden ", dan wel".

Art. 10. In artikel 12, § 1, van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 4°, c), gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, wordt opgeheven;

2° de bepaling onder 4°, d), vervangen bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, wordt vervangen door volgende bepaling:

"d) een overzicht van alle kosten en taksen ten laste van de niet-professionele cliënt;"

3° in de bepaling onder 6°, a), gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "de informatiefiche of" worden vervangen door de woorden "het essentiële-informatiedocument,";

b) de woorden "of het gestandaardiseerd informatiedocument over het verzekeringsproduct" worden ingevoegd tussen het woord "spaarder" en de woorden ", met precisering";

4° in de bepaling onder 6°, c) worden de woorden ", met inbegrip van het adres van de website als bedoeld in artikel 7, § 3," opgeheven en wordt de bepaling aangevuld met de woorden ", onverminderd de toepassing van artikel 9 van de verordening 1286/2014".

Art. 11. A l'article 12, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots “, sans préjudice de l'application de l'article 9 du Règlement 1286/2014,” sont insérés entre le mot “peuvent” et les mots “être omises” ;

2° à l'alinéa 2, les mots “et c),” sont insérés entre les mots “6° a)” et les mots “et 7°”.

Art. 12. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 2015, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 14. Si la publicité portant sur un PRIIP qui n'est pas exclu ou exempté de l'application du Règlement 1286/2014 mentionne un indicateur de risque, celui-ci est établi conformément aux dispositions du Règlement 1286/2014.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la publicité peut également faire état d'un indicateur de risque qui n'a pas été établi conformément aux dispositions du Règlement 1286/2014, pour autant que cet indicateur de risque soit mentionné après celui qui a été établi conformément aux dispositions du Règlement 1286/2014.”

Art. 13. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots “exemples chiffrés” sont remplacés par le mot “scénarios” ;

2° le e) est abrogé.

Art. 14. A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. Toute publicité portant sur un PRIIP qui n'est pas exclu ou exempté de l'application du Règlement 1286/2014, mentionne les scénarios figurant dans le document d'informations clés ou renvoie à ces scénarios, sans préjudice des obligations énoncées à l'article 48 de la loi du 4 avril 2014.” ;

2° le paragraphe 2 est abrogé ;

3° au paragraphe 3, le mot “exemples” est remplacé par les mots “scénarios ou le renvoi à ceux-ci” et les mots “visés aux paragraphes 1^{er} et 2” sont remplacés par les mots “, tels que visés au paragraphe 1^{er},”.

Art. 15. A l'article 26 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 2015, les mots “une fiche d'information ou” sont supprimés et le mot “soumis(e)” est remplacé par le mot “soumis” ;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé ;

3° au paragraphe 3, renuméroté par l'arrêté royal du 2 juin 2015, la virgule figurant dans la version néerlandaise entre le mot “product” et les mots “de eraan verbonden risico's” est remplacée par le mot “en”, et les mots “ou de la couverture offerte s'il s'agit d'un produit d'assurance” sont supprimés.

Art. 16. A l'article 33 du même arrêté, le paragraphe 2, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 2015, est abrogé.

Art. 17. Les annexes A et B du même arrêté sont abrogées.

CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires et finales

Art. 18. Par dérogation à l'article 3, la notification du document d'informations clés à la FSMA s'effectue au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté, s'il s'agit d'un PRIIP dont la commercialisation en Belgique est en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “, onverminderd de toepassing van artikel 9 van de verordening 1286/2014,” ingevoegd tussen het woord “kunnen” en de woorden “bepaalde gegevens”;

2° in het tweede lid wordt “en c),” ingevoegd tussen “6°, a)” en “en 7°”.

Art. 12. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, wordt vervangen door volgende bepaling:

“Art. 14. Indien de reclame voor een PRIIP dat niet uitgesloten of vrijgesteld is van de toepassing van de verordening 1286/2014 een risico-indicator herneemt, wordt deze vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de verordening 1286/2014.

In afwijking van het eerste lid, kan in de reclame bovendien melding gemaakt worden van een risico-indicator die niet is vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de verordening 1286/2014, voor zover deze risico-indicator wordt vermeld na de risico-indicator die is vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de verordening 1286/2014.”

Art. 13. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin wordt het woord “cijfervoorbeelden” vervangen door het woord “scenario's”;

2° de bepaling onder e) wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de eerste paragraaf wordt vervangen door volgende bepaling:

“§ 1. Reclame voor een PRIIP dat niet uitgesloten of vrijgesteld is van de toepassing van de verordening 1286/2014, herneemt of verwijst naar de scenario's opgenomen in het essentiële-informatiedocument, onverminderd de verplichtingen opgenomen in artikel 48 van de wet van 4 april 2014.”;

2° de tweede paragraaf wordt opgeheven;

3° in de derde paragraaf wordt het woord “voorbeelden” vervangen door de woorden “scenario's of de verwijzing hiernaar” en worden de woorden “paragrafen 1 en 2” vervangen door de woorden “eerste paragraaf”.

Art. 15. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf, eerste lid, gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, worden de woorden “een informatiefiche of” opgeheven;

2° in de eerste paragraaf, wordt het tweede lid opgeheven;

3° in de derde paragraaf, hernummerd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, wordt de komma tussen het woord “product” en de woorden “de eraan verbonden risico's” vervangen door het woord “en” en worden de woorden “of de geboden dekking als het om een verzekeringproduct gaat” opgeheven.

Art. 16. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt de tweede paragraaf, ingevoegd bij koninklijk besluit van 2 juni 2015, opgeheven.

Art. 17. Bijlagen A en B van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 18. In afwijking van artikel 3 geschiedt de verstrekking van het essentiële-informatiedocument aan de FSMA ten laatste drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, indien het een PRIIP betreft waarvan de verhandeling in België lopende is op het ogenblik van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les dispositions figurant à l'article 9, 2^o, et à l'article 10, 3^o, *b*), entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur des dispositions visant à transposer l'article 20, paragraphe 5, de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances.

Art. 20. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions et le ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

In afwijking van het eerste lid treden de bepalingen opgenomen in artikel 9, 2^o en artikel 10, 3^o, *b*) in werking op de dag waarop de bepalingen tot omzetting van artikel 20.5 van de Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie in werking treden.

Art. 20. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten en de minister bevoegd voor Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/32193]

25 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal portant approbation du règlement de l'Autorité des services et marchés financiers portant abrogation du règlement concernant les exigences techniques du label de risque

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, l'article 30*bis*, alinéa 1^{er}, 2^o ;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 2007 portant les règles et modalités visant à transposer la directive concernant les marchés d'instruments financiers, l'article 12, § 2, alinéa 2 ;

Vu l'avis du Conseil de surveillance, donné le 25 septembre 2017 ;

Vu l'avis du Conseil de la consommation, donné le 4 octobre 2017 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs et du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement de l'Autorité des services et marchés financiers du 24 octobre 2017 portant abrogation du règlement de l'Autorité des services et marchés financiers du 3 avril 2014 concernant les exigences techniques du label de risque, joint en annexe au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 3. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions et le ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/32193]

25 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement van de autoriteit voor financiële diensten en markten tot opheffing van het reglement betreffende de technische vereisten van het risicolabel

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, artikel 30*bis*, eerste lid, 2^o ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 2007 tot bepaling van nadere regels tot omzetting van de richtlijn betreffende markten voor financiële instrumenten, artikel 12, § 2, tweede lid ;

Gelet op het advies van de Raad van Toezicht, gegeven op 25 september 2017 ;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 4 oktober 2017 ;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten en de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement van 24 oktober 2017 van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten tot opheffing van het reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten van 3 april 2014 betreffende de technische vereisten van het risicolabel, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 3. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten en de minister bevoegd voor Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT